

Inégalités et conflits dans la région MENA

Lili Mottaghi

Il s'est produit dans la région MENA une réduction de l'inégalité des revenus et de l'extrême pauvreté, en même temps qu'une augmentation considérable des conflits

Le lien entre inégalités et conflits s'explique en partie par l'aggravation de l'inégalité horizontale et l'exclusion sociale, ainsi que par la vulnérabilité à la pauvreté

Des politiques sont nécessaires afin de parvenir à une croissance inclusive et d'améliorer l'investissement, l'emploi, l'éducation et la prestation de services

Existe-t-il une connexion entre conflit, inégalité et pauvreté ? La réponse n'est pas simple. Certaines études établissent un lien entre l'inégalité et le démarrage de conflits et concluent que les sociétés les plus pauvres et inégalitaires sont plus susceptibles d'être confrontées. D'autres études ne voient pas de rapports entre les deux.

Étant donné ce que nous savons sur les canaux qui peuvent connecter l'inégalité et la pauvreté avec le conflit, des efforts supplémentaires devraient être fournis pour déceler les multiples sources de ce dernier. Ceci est particulièrement important pour la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), un des rares endroits du monde qui, tout au long des dernières décennies, a constaté une réduction de l'inégalité des revenus et de l'extrême pauvreté, mais qui a aussi connu une recrudescence des conflits violents. Le taux élevé des conflits, ainsi que les bas niveaux d'inégalité de revenus et de pauvreté dans la région MENA apparaissent comme une véritable énigme : quel est le lien entre inégalité et conflit ?

Cet article propose une explication plausible. Notre analyse a révélé que pour expliquer le conflit dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'autres dimensions de l'inégalité et de la pauvreté sont importantes, à savoir, l'inégalité hori-

zontale et la vulnérabilité à la pauvreté.

L'inégalité économique

La bibliographie économique sur le rapport entre le conflit et l'inégalité et la pauvreté n'est pas résolutoire. Plusieurs années auparavant, différentes études sont parvenues à la conclusion que l'inégalité est un facteur important de prévision de conflits (Nafziger E. W., et Auvinen, J. 2002. "Economic Development, Inequality, War, and State Violence." *World Development Vol. 30*; Cederman, L., Weidmann, N., and Gleditsch, K. S. 2010. *Horizontal Inequalities and Ethno-Nationalist Civil War: a Global Comparison*. Rapport préparé pour l'université de Yale, avril 2010).

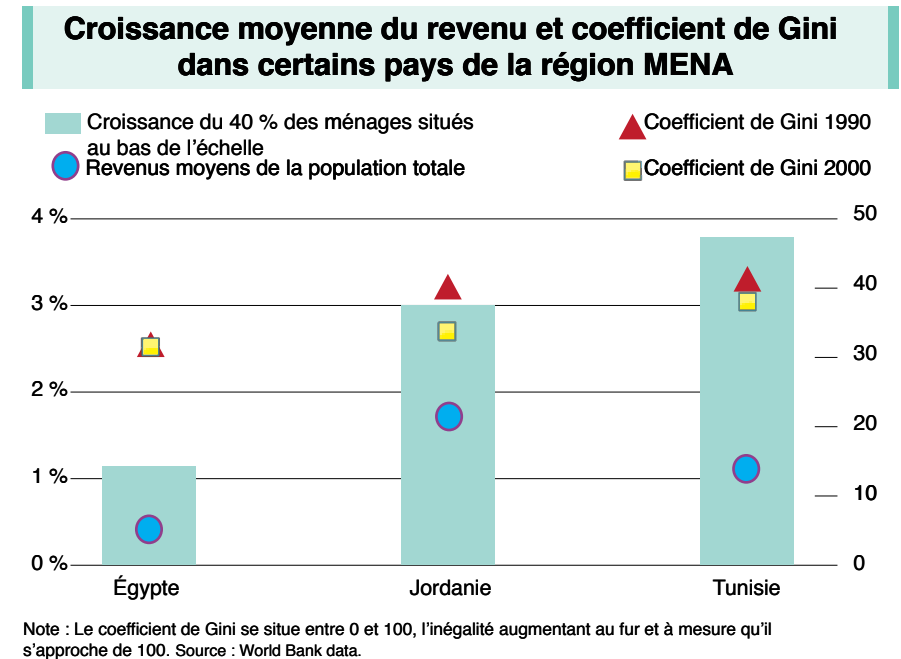
Par contre, Collier et Hoeffler ("Greed and Grievance in Civil War." in *Oxford Economic Papers*. 56) ont trouvé qu'elle n'est pas significative pour déterminer la probabilité de leur apparition. D'autres travaux ont associé l'inégalité à la pauvreté et ont considéré que les sociétés pauvres et inégalitaires sont plus exposées à des conflits et à des guerres civiles (*World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development*. Washington, DC: Banque mondiale). L'idée prédominante est que les dispa-

rités importantes quant aux richesses et aux revenus entre les riches et les pauvres provoquent une grande frustration entre ces derniers, ce qui débouche sur la violence et le conflit. Les révoltes sont considérées comme des manifestations destinées à lutter contre l'injustice, motivées par de véritables griefs (Collier, P. 2000. "Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy." Washington, DC: Banque mondiale). Les constatations de Brainard et al. (Brainard, L., and Chollet, D., eds. 2007. *Too Poor for Peace?: Global Poverty, Conflict, and Security in the 21st Century*". Washington, DC: Brookings Institution Press) mettent en évidence qu'il existe un rapport entre pauvreté et conflit, qui peut se déclencher par une pénurie de ressources naturelles, un manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes de plus en plus important ou par une fragilité des institutions. Les auteurs ont estimé que le conflit prospère dans les zones pauvres, ce qui finit par provoquer un cercle vicieux entre les deux circonstances. Il existe néanmoins des sociétés (comme celle des États-Unis) où les différences entre richesse et revenus augmentent avec le temps et en revanche, rien n'indique que les pauvres aillent entreprendre des actions violentes.

Pour mieux comprendre le rapport entre inégalité et conflit il est impor-

tant de faire une distinction entre « inégalité verticale » et « horizontale ». Une partie importante de la bibliographie qui relie les deux variables a traité l'inégalité verticale qui mesure la différence de richesse et les revenus entre individus. Pour mesurer l'inégalité des revenus, on utilise normalement le coefficient de Gini, qui calcule dans quelle mesure la distribution des revenus ou des dépenses de consommation entre les individus ou les foyers s'écarte d'une distribution parfaitement égalitaire. Le coefficient va de 0 à 100 : 0 correspond à une égalité parfaite et 100 à une inégalité parfaite.

La région MENA est un cas spécial, c'est-à-dire qu'elle affiche non seulement le coefficient de Gini le plus bas de toutes les régions en développement, mais elle a aussi enregistré une réduction de l'inégalité des revenus pendant les années 2000. Pendant cette décennie, le coefficient a augmenté en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et en Amérique latine. Cependant, dans la région MENA, il a baissé. Les données de la Banque mondiale montrent pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, que le coefficient moyen a enregistré une baisse de 37,31 dans les années quatre-vingt-dix, à 34,6 dans les années 2000, tandis qu'en Amérique latine il est passé de 51,8 à 52, pour la même période. Dans les années 2000, dans les pays de la région MENA l'inégalité des revenus en Algérie, en Égypte, en Iran, en Jordanie et en Tunisie s'est améliorée par rapport à la décennie précédente. On attribue cette baisse à une croissance importante de la part des revenus qui accumule le quantile le plus pauvre de la population (Adams, R.H., et Page, J. 2003. *International Migration, Remittances, and Poverty in Developing Countries*. Washington, DC: Banque mondiale). Ceci est dû à la nature de l'ancien contrat social, adopté dans les années soixante-dix, au cours desquelles l'État redistribuait les recettes pétrolières entre les citoyens en créant des emplois dans le secteur public, en fournissant gratuitement des soins de santé et une



éducation, ainsi qu'une subvention alimentaire universelle et d'autres en faveur des combustibles (Devarajan, S., et Mottaghi, L. 2016. "Why MENA Needs a New Social Contract." Was-Banque mondiale). Ce contrat social a donné de bons résultats dans presque tous les pays de la région en augmentant les taux de scolarisation, en améliorant les indicateurs de base de la santé et en augmentant les revenus du 40 % des ménages appartenant au bas de l'échelle par rapport aux revenus moyens de la population totale.

Ainsi, l'extrême pauvreté a baissé dans les pays de la région MENA. Les chiffres montrent non seulement que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a baissé, mais aussi que la région présente le recensement de population pauvre le plus bas du monde par rapport à d'autres régions en développement. Les derniers calculs relatifs à la pauvreté élaborés par la Banque mondiale indiquent que le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté de 1,9 dollar par jour, basé sur la parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011 a été ramené de 3,2 % de la population en 2002 à 2,69 % en 2013. (Les chiffres relatifs à la pauvreté ont été calculés à

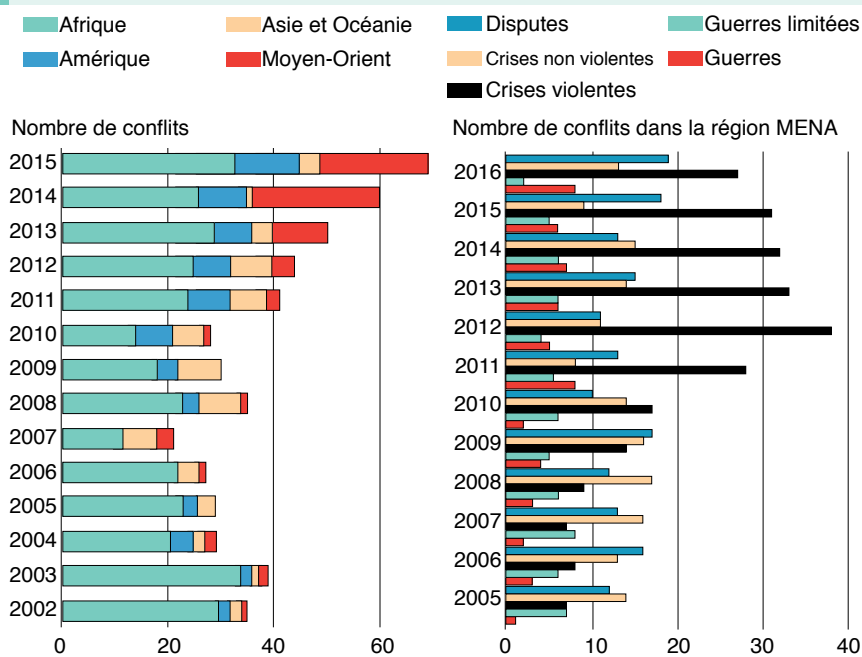
partir de la web PovcalNet de la Banque mondiale). La réduction de l'extrême pauvreté s'est traduite par la sortie de l'indigence d'environ un million de personnes sur un total de 356 millions. À la fin de l'année 2013, huit millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté, un chiffre inférieur à celui d'Asie de l'Est et du Sud (70 et 250 millions respectivement), d'Afrique subsaharienne (390 millions), et les 760 millions répartis dans le monde, en termes de revenu par habitant.

Le lien entre inégalité et conflit dans la région MENA

Malgré des taux d'extrême pauvreté relativement bas et d'inégalité de revenus, les conflits civils et la violence ont continué à augmenter sensiblement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord tout au long des dernières décennies. Pourquoi ? La réponse à cette question est double.

Premièrement, tandis que l'inégalité est considérée comme un fac-

Conflits dans le monde



Source : Statista: Heidelberg Institute for International Conflict Research, Conflict Barometer 2016.

tablement plus élevée. Par exemple, les inégalités entre des sectes et des groupes ethniques ont déclenché des violences au Kenya en 2007 et au Burundi en 2015. Stewart (Stewart, F., et Brown, D., dans Stewart, F. 2010. *Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings*) soutient que, quand les différences culturelles coïncident avec les différences économiques et politiques entre des groupes, il est possible qu'elles suscitent des ressentiments qui peuvent conduire à des affrontements violents (*The Broker*, 2017. "When Do Inequalities Cause Conflict?" 11 novembre 2017). Malgré des niveaux relativement bas d'inégalité de revenus, les indicateurs subjectifs de bien-être comme celui d'évaluation de la vie (qui explique la perception de la qualité de vie telle que les citoyens l'expriment), ont montré qu'un grand nombre de personnes des pays MENA était insatisfaites de leur vie avant le *Printemps arabe* de 2011.

L'inégalité horizontale et l'exclusion sociale, particulièrement quand elles coïncident avec l'identité, peuvent provoquer des conflits violents. Kaplan (2012) – tel que cité dans *The Broker* (2017) – considère que les inégalités horizontales ont été le facteur clé qui a provoqué les troubles sociaux à Bahreïn en 2011. Le *Printemps arabe* de cette année-là qui a vu le jour en Tunisie et en Égypte, et la guerre civile de Syrie et d'autres pays de la région MENA touchés par les conflits, comme l'Irak, la Libye et le Yémen, peuvent avoir plusieurs causes, dont la rupture du contrat social (Devarajan, S., and Mottaghi, L. 2016). Cependant, il est possible que l'aggravation de l'inégalité horizontale et l'exclusion sociale soient un moteur important. Le sous-indice de capital social – qui mesure la solidité des relations personnelles, les réseaux de soutien social, les normes sociales et la participation des citoyens d'un pays – élaboré par l'Institut Legatum pour la Tunisie a révélé une forte chute du classement du pays qui est passé de la 81ème place en 2007, à la 116ème en 2011 et à la

teur important pour le calcul de la probabilité qu'il se produise un conflit, l'inégalité verticale qui est mesurée par le coefficient de Gini, n'est pas un bon indicateur. Cela tient au fait que l'inégalité verticale ne tient pas compte de l'aspect groupal dans l'inégalité et qu'elle ignore les différences de pouvoir culturel, socio-économique et politique entre les groupes ethniques, les sectes religieuses et les partis politiques. C'est pour cela que des études récentes se sont penchées sur la mesure de « l'i-

négalité horizontale » comme moyen de prédire la probabilité d'affrontements. Des travaux ont montré que des conflits sont susceptibles d'éclater dans des situations où il existe des inégalités significatives entre les différents groupes et sectes. Une étude de Cederman et al. (2010) a découvert que la probabilité que les groupes ethniques ayant des revenus beaucoup plus bas et beaucoup plus élevés que le revenu moyen par habitant du pays entreprennent une guerre civile, est no-

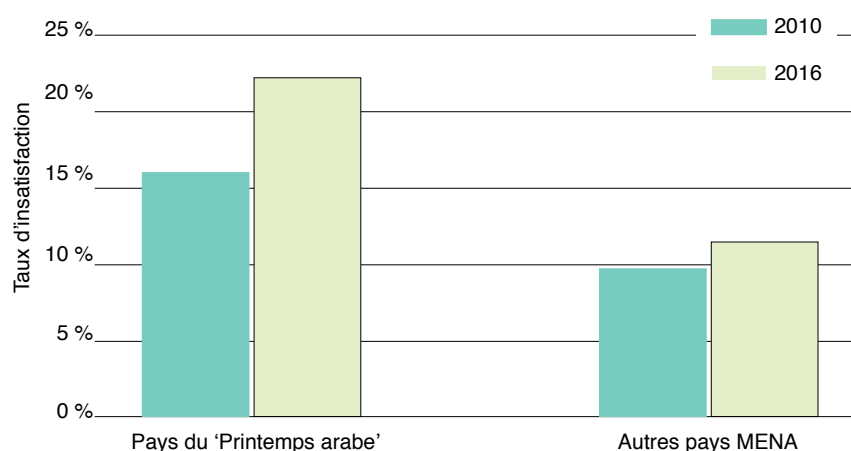
L'indice de prospérité Legatum

Pays	Classement	Pays	Classement
Israël	38	Tunisie	94
EAU	39	Maroc	97
Qatar	47	Liban	106
Bahreïn	62	Algérie	116
Oman	73	Iran	117
Arabie saoudite	78	Égypte	120
Koweït	80	Libye	136
Turquie	88	Irak	142
Jordanie	92	Yémen	149

Note : pays avec plus d'un million d'habitants. La Syrie et les territoires palestiniens ne sont pas inclus par manque de données.

Source : Legatum Prosperity Index 2017.

Indice d'évaluation de la vie dans la région MENA



Note : Les régions du *Printemps arabe* comprennent l'Égypte, la Libye, la Syrie, la Tunisie et le Yémen. On a demandé à des personnes d'évaluer leurs vies en imaginant une « échelle » avec des échelons numérotés de 0 à 10, où « 0 » représente la pire vie possible et « 10 » représente la meilleure vie possible. Le taux d'insatisfaction était attribué pour un score de satisfaction de vie égal ou inférieur à 4.

Source : Gallup Survey, 2016.

136ème en 2015 sur un total de 149 pays. (L'indice de prospérité Legatum évalue les pays en matière de promotion de la prospérité de leurs citoyens et reflète aussi bien la richesse que le bien-être en fonction de neuf piliers de prospérité et de 194 variables).

Il est par ailleurs nécessaire d'examiner une autre dimension de la pauvreté – la vulnérabilité à celle-ci – pour expliquer le puzzle du « lien entre inégalité et conflit » dans la région MENA (à notre connaissance, les niveaux de cette variable comme source de conflit dans la région MENA, n'ont pas encore été analysés). La vulnérabilité peut être définie comme le nombre d'individus vivant près du seuil de pauvreté. Il s'agit de personnes qui ne sont pas considérées comme pauvres, mais qui risquent de le devenir du fait de crises économiques, environnementales, socioéconomiques et/ou externes soudaines. Différentes études ont démontré que la proportion de personnes vulnérables excède de beaucoup le nombre de celles qui sont déjà pauvres. Dans la région MENA, un nombre important de personnes vit dans une situation de fragilité. Le taux de pauvreté calculé par la Banque mondiale

indique qu'environ 50 millions de personnes vivent avec moins de 3,20 dollars PPA par jour, et que plus de 150 millions vivent avec moins de 5,5 dollars PPA par jour, ce qui équivaut, respectivement à 14 % et à 40 % de la population totale de la région. Bien que le taux d'extrême pauvreté soit bas dans la région MENA, la vulnérabilité à la pauvreté est élevée. Les personnes vivant dans un état de fragilité sont plus enclines à la violence et au conflit à cause de l'incertitude de leur situation économique et sociale, provoquée par un changement soudain de leur niveau de vie. En 2013, près de 80 % de la population du Yémen, 69 % de celle de l'Égypte et la moitié de celle de l'Irak vivaient avec moins de 5,5 dollars PPA par jour.

Défis et perspectives

Comment peut-on réduire la probabilité de conflits dans la région MENA ? Quels sont les défis ? Il est important de répondre à ces deux questions car elles ont des implications politiques importantes, non seulement pour les pays de la ré-

gion touchés par les conflits, mais aussi pour leurs voisins. L'équité socioéconomique et le renforcement du capital social sont fondamentaux pour renforcer la résilience face aux conflits. Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord doivent mettre en place des stratégies efficaces pour diversifier leurs sources de revenus et pour réduire les inégalités socioéconomiques. Réduire l'inégalité horizontale est un élément décisif pour éliminer une des principales sources de conflit. Les politiques économiques destinées à promouvoir la croissance inclusive et à améliorer l'investissement, l'emploi, l'éducation et la prestation de services, doivent avoir pour but de réduire les inégalités horizontales. Il est certain que ces politiques doivent être appliquées avec prudence, car limiter les inégalités horizontales peut entraîner le risque de provoquer des conflits menés par les groupes privilégiés dont la position s'affaiblit. Il est également important d'identifier les groupes vulnérables, afin de rendre la population plus résistante aux chocs. La vulnérabilité concerne différents secteurs, une approche intégrale étant donc nécessaire. Il faut développer une méthodologie pratique pour identifier les personnes vulnérables où elles se trouvent. Il est nécessaire de rassembler des données et de créer des indicateurs de vulnérabilité pertinents, afin de faire un suivi du bien-être.

Par ailleurs, les données recueillies devraient être séparées par groupes ethniques et sociaux, par zones géographiques et, en particulier, par genre et âge au fil du temps. Les constatations doivent surtout indiquer la nécessité urgente de garantir un gouvernement inclusif – d'un point de vue politique, économique et social –, en particulier dans les pays de la région MENA, qui sont touchés par des conflits et une économie prospère, afin que les groupes, les sectes, les communautés ethniques puissent bénéficier de la participation à l'activité économique du pays. ■